

Trémorel. Les projets de méthanisation inquiètent un collectif

Vendredi, une réunion d'information a été organisée autour de la méthanisation. Parmi les participants, le sénateur Daniel Salmon. Il lui a été remis une lettre à destination du gouvernement.



Collectif de défense du Bois-de-la-Roche, près de Mauron.

La méthanisation : chance ou mirage ? C'était le thème de la réunion du Collectif de vigilance du Bois-de-la-Roche et de Trémorel, organisée vendredi. Élus, habitants et membres d'associations étaient réunis pour évoquer les deux projets d'usines de méthanisation, prévus à Néant-sur-Yvel (Morbihan) et à Trémorel. Parmi eux, Daniel Salmon, sénateur Europe Écologie Les Verts (EELV), rapporteur de la commission du Sénat sur la méthanisation.

Les inquiétudes sont diverses et concernent, notamment, le risque d'accident. On ne peut pas installer une usine qui peut exploser à côté des habitations, lance Dominique Oudin, l'un des organisateurs de cette rencontre. Très vite, l'incident à l'usine de Châteaulin (Finistère), le 18 août 2020, ou à celle d'Ussy-sur-Marne (Seine-et-Marne), le 16 mars dernier, refont surface. L'accident finistérien avait rendu l'eau du robinet impropre à la consommation dans une cinquantaine de communes.

Près de Mauron, le projet a été lancé en 2017 et devrait voir le jour au bord de l'Yvel, qui alimente le Lac au Duc de Ploërmel. Un sujet particulièrement évoqué par Lorraine Champagne, collaboratrice de la députée Mathilde Panot : Ces méthaniseurs peuvent porter atteinte aux réserves d'eau de Ploërmel et de Rennes.

« C'est inhumain »

La Bretagne compte 141 unités en fonctionnement. 170 sont en construction, ajoute René Louail, de la confédération paysanne. Le coût moyen investi par projet est de 2,5 millions d'euros. »
L'augmentation des méthaniseurs signifierait l'utilisation de champs pour la confection de maïs.

Produire du maïs sur des champs, qui pourraient avoir une utilisation pour nourrir les bêtes ou les humains, je ne peux pas le concevoir, exprime une habitante. Le monde a faim, la terre brûle et on fait l'inverse de ce qu'il faudrait faire. On met des plantes alimentaires dans les méthaniseurs, c'est inhumain, ajoute René Louail.

Le collectif propose une liste de mesures afin de rendre plus acceptable la méthanisation. Parmi elles, l'augmentation à 1 000 m de la distance minimale d'implantation des installations par rapport aux rivières ou habitations. Le niveau de formation est également à revoir, décrète Dominique Outin.

Suite à cette réunion, une lettre a été remise à Daniel Salmon, adressée au gouvernement. La moitié des paysans partent à la retraite dans les huit prochaines années. Va-t-on garder ces terres pour installer des jeunes ou pour faire du maïs pour les méthaniseurs ? C'est une décision à prendre.